

Démission de Sébastien Lecornu : nous appelons à un gouvernement de gauche pour répondre aux exigences populaires !

La France affronte une crise de régime, précipitée par le refus du pouvoir d'entendre l'exigence exprimée par les Françaises et les Français d'un changement profond de cap politique.

Les principaux responsables de cette situation sont le Président de la République, sa coalition présidentielle et les actionnaires des grandes multinationales qui agissent de concert depuis huit ans au service exclusif du capital.

Depuis début septembre des millions de travailleurs et travailleuses se mobilisent pour les salaires, les retraites, l'emploi, l'industrie, les services publics. Il faut les entendre !

C'est pourquoi la priorité est d'appeler le Président de la République à nommer enfin un Premier Ministre et un gouvernement de gauche qui mettront le plus rapidement possible à l'ordre du jour du Parlement des mesures d'urgence :

- 100 euros de plus immédiatement pour les salarié-es et les retraité-es
- l'abrogation de la réforme des retraites et une meilleure sécurité sociale
- la taxation des hauts revenus et des revenus du capital, des critères sociaux et environnementaux sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises
- un fonds d'avances de 100 milliards d'euros pour l'investissement, l'emploi et la formation dans l'industrie et les services publics.

Le Rassemblement national, absent des mobilisations sociales, et en opposition à ces mesures de justice, n'est en rien une alternative et approfondirait la crise en aggravant les fractures du pays par son projet xénophobe et raciste.

Au regard de la forte mobilisation des forces du capital pour que rien ne change, l'heure est à la mobilisation la plus large des citoyennes et citoyens, des travailleurs et travailleuses, des forces vives du pays pour le progrès et la paix, forces de gauche, forces syndicales et associatives.

Le PCF échangera dans les jours qui viennent avec les forces de gauche sur ces objectifs. ■

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »
7 rue Frédéric Bastiat – BP34
40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41
Directeur de la publication : Alain BACHE
e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>
Abonnement annuel 25€
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN
C.P.N° 0728P11523 – N° 2523 – Jeudi 9 octobre 2025



Université d'automne du PCF des Landes

La Fédération des Landes du PCF propose aux camarades de se retrouver pour une journée de formation et d'échanges le

**samedi 18 octobre
de 9 h à 16 h, au Parc de
la Nature à TARNOS**

Le débat cette année sera axé sur les élections municipales.

C'est Tayan COSKUN, *conseiller municipal de Montreuil, membre du Conseil National du PCF* qui animera cette journée.

Le fil conducteur de cette journée aura pour thème : **Pourquoi faut-il s'intéresser aux élections municipales ?**

Une occasion d'échanger sur les politiques, les enjeux locaux en lien avec la situation nationale et aussi d'affirmer qu'une présence de candidat(e)s communistes est signe d'efficacité et de progrès dans toutes les municipalités.

Nous pouvons également associer à cette journée, les candidats aux élections 2026 et aussi celles et ceux qui sont nos compagnons de route.

* Pause-déjeuner avec un panier partagé –que chacune et chacun amène ce qu'il a de « meilleur ».■

COMPTE-RENDU DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 29 SEPTEMBRE 2025

Le groupe communiste, écologique et citoyen (CEC) de la Nouvelle-Aquitaine engagé pour ses habitants.

La commission permanente de la région Nouvelle-Aquitaine, réunie le 29 septembre, poursuit son investissement pour le développement régional. Ce sont 297 dossiers qui ont été adoptés pour près de 300 millions d'euros investis. Une volonté politique claire pour continuer à transformer le territoire et accompagner tous les citoyens dans leurs projets de vie.

Une région qui bouge : infrastructures et éducation au cœur des priorités.

Les mobilités sont une des priorités : 164 millions d'euros seront investis dans les infrastructures de transport pour moderniser les réseaux, fluidifier les déplacements et renforcer l'attractivité économique de la région.

L'éducation, une autre priorité pas en reste : plus de 8 millions pour les lycées, 7 millions pour l'éducation et 6 millions pour l'enseignement supérieur qui permettront de rénover les établissements, d'améliorer les conditions d'apprentissage et de donner à chaque élève et étudiant les moyens de réussir.

Former pour demain : santé et métiers essentiels

La région accélère la formation professionnelle avec le Pacte Régional d'Investissement dans les compétences 2025, en créant et reconduisant des places pour les auxiliaires de puériculture, ambulanciers et moniteurs éducateurs.

Dans le domaine de la santé, le plan de relance Ségur mobilisera 8,84 millions d'euros pour financer la formation des infirmiers, aides-soignants et accompagnants éducatifs et sociaux. Ces choix répondent à l'urgence d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, essentielle au bon fonctionnement du système de soins et à l'accompagnement des citoyens pour les plus vulnérables. Toutefois, on peut y voir une forme de paradoxe : alors même que l'État affirme soutenir ces professions, il se retire progressivement de certaines responsabilités structurelles, transférant la charge à des dispositifs ponctuels plutôt qu'à une véritable stratégie pérenne. Sport, culture et patrimoine : un engagement concret pour tous. Une région qui agit dans tous les secteurs.

Agriculture, culture, formation professionnelle..., chaque secteur reçoit un soutien concret, preuve que la Nouvelle-Aquitaine ne laisse personne de côté et investit dans l'avenir, l'innovation et la solidarité.

Avec ces décisions, la région affirme sa mission : créer des opportunités, renforcer les compétences et bâtir un territoire capable de relever les défis de demain. Plus qu'un budget, c'est une vision ambitieuse pour tous les habitants de Nouvelle-Aquitaine.

Pratique sportive pour tous

Un soutien de 619.100 euros est apporté au Comité Régional Olympique et Sportif Nouvelle-Aquitaine 2026, ainsi qu'au sport scolaire et universitaire, et aux groupements régionaux et nationaux, afin de

promouvoir la pratique sportive et renforcer la cohésion sociale.

La région poursuit le programme de rénovation et de modernisation des CREPS de Poitiers et Bordeaux, grâce à un financement de 600.000 euros, afin de garantir des infrastructures de qualité pour la formation des sportifs de demain.

Cartes solidaires : un renouvellement qui divise

La région a acté le renouvellement du marché des cartes solidaires pour la période 2026-2030. Ce dispositif, instauré en 2019, permet aux usagers les plus modestes de bénéficier de réductions sur le réseau de transport régional. La gestion des demandes et la production des cartes, confiées à un prestataire externe, représenteront 1,8 million d'euros sur 4 ans.

Présentée comme un outil de justice sociale et d'égalité d'accès à la mobilité, la tarification solidaire a recueilli un large soutien parmi les élus. Le Rassemblement National en revanche s'est abstenu.

Quartiers prioritaires : un soutien régional contesté par le RN

Avec la nouvelle carte de la politique de la ville entrée en vigueur le 1er janvier 2024, la Nouvelle-Aquitaine compte désormais 83 quartiers prioritaires répartis dans 46 communes, dont deux nouveaux en Gironde : Thorez-Goëlands à Bègles et Haut-Livrac à Pessac.

La région a voté une enveloppe de 205.200 € pour financer des actions locales sur ces territoires, autour de cinq axes : développement économique, emploi, réussite éducative, mobilité et cohésion sociale. L'accent est mis sur l'insertion professionnelle, l'accès à l'emploi et le soutien aux associations de terrain.

Si la majorité régionale défend une politique visant à réduire les inégalités territoriales, le Rassemblement National s'est fermement opposé à la délibération. Pour ce groupe, « les quartiers prioritaires » sont avant tout assimilés à une politique en direction des populations immigrées, une lecture qui explique leur rejet systématique de ces financements. Ce vote cristallise une nouvelle fois les clivages idéologiques de l'assemblée : solidarité territoriale pour les uns, dénonciation d'un « communautarisme » supposé pour les autres.

Éteindre la lumière, couper l'oxygène, faire taire les jeunes - Le vrai programme du RN

Le Rassemblement National persiste dans sa ligne dure : réduire l'accès à la culture, limiter la solidarité et freiner tout ce qui éclaire ou questionne. Sous couvert de proximité avec « le peuple », ses élus s'opposent systématiquement aux politiques de la ville, aux initiatives associatives, à l'aide humanitaire ou encore aux énergies renouvelables. Une stratégie qui rejette la diversité culturelle, l'innovation numérique et les principes d'égalité au profit d'une vision fermée et sélective de la société.

Enfin, refus de soutenir les quartiers populaires, là où l'inégalité sociale se cumule avec l'inégalité territoriale. Pour l'extrême-droite, ces territoires peuvent bien s'enfoncer dans la pauvreté, tant qu'ils ne rentrent pas dans leur imaginaire nationaliste. ■

La Sécurité sociale a 80 ans

À l'occasion du 80^e anniversaire de sa création de la Sécurité sociale, nous publierons chaque semaine un panneau de l'exposition réalisée par la Fondation Gabriel Péri en partenariat avec l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie, pour revenir sur l'histoire de la sécurité sociale et ses enjeux actuels.

Ont participé : Michel Ducret, Louise Gaxie, Lucien Grimault, Caterina Labardi, Bernard Lamirand, Sydney Peyreplane, Guillaume Roubaud-Quashie, Serge Wolikow



80 ans de 1945-2025 SÉCURITÉ SOCIALE

On s'est battus
pour la gagner,
on se battra
pour la garder...
et la renforcer !

La Sécurité sociale est née en 1945. En donnant aux travailleurs et à leurs familles une sécurité nouvelle pour conjurer l'infortune, elle apparaît bien comme l'un des héritages les plus profonds et les plus durables de la Libération. Située à la confluence des combats ouvriers et républicains qui ont traversé tout le XIX^e siècle et le début du XX^e, la Sécurité sociale satisfait légitimement une double aspiration à la solidarité des travailleurs et à la justice sociale. Elle vise ainsi à libérer les travailleurs de la peur du lendemain.



Dessin de Jean-Pierre Chabrol dans L'Humanité du 14 août 1946 © DR

Réactions...

Yannick Monnet, député PCF de l'Allier : « Le Parlement doit reprendre la main »

Pour le député Yannick Monnet, il est grand temps que le parlement prenne ses responsabilités et travaille au compromis.

« Au mieux, c'est de l'amateurisme, au pire, on cherche à déstabiliser le pays... », explique le député. « J'ai un regard attristé sur ce qu'il se passe pour notre pays. Puisque le Président n'y arrive pas, alors le Parlement doit se saisir de ce moment pour se mettre autour d'une table et travailler sur un budget de compromis, dans un esprit d'arc républicain ».

« On a besoin d'un vrai parlementarisme, j'en appelle à ça. Cette crise politique abîme le pays. Lecornu avait affirmé, il y a quelques jours, « qu'il laisserait le Parlement décider du budget ». Je trouvais ça bien. Il fallait et il faut travailler tous ensemble et dans le compromis. Au lieu de ça, on le voit bien, nous sommes dans une logique de partis ».

« C'est ça qui gangrène tout, aux détriments des citoyens. Ce qu'il se passe est surréaliste. Il faut sortir le pays de l'ornière. Le Parlement doit reprendre la main. Quant à une dissolution ou une démission du Président de la République, j'ai bien peur que ces solutions soient bien pires ».

Stéphane Peu, député PCF de Seine-Saint-Denis

« Emmanuel Macron n'a que deux choix : soit respecter la volonté d'une majorité de Français en nommant un Premier Ministre désigné par le Nouveau Front Populaire ; soit redonner la parole au peuple.

Toutes les cartes sont dans ses mains, le Président de la République face à cette situation de blocage, peut à nouveau dissoudre l'Assemblée Nationale. La dignité de la fonction devrait l'amener à démissionner. En ces heures troublées, il est indispensable qu'au Parlement, comme dans le pays, les forces composant le NFP se réunissent très rapidement pour examiner la situation politique nouvelle et bâtir une réponse commune ».

MALFAITEURS DE HAUT VOL

Voyez donc cet aristocrate,/ Pâle gommeux qui fait des épates,/ Il passe sa vie à nocer,/ A vingt ans c'est déjà cassé./ Comme une femme ça a des faiblesses,/ Ça veut jouer à l'ancienne noblesse,/ Incapable de gagner son pain,/ Voilà le type du vrai gandin. [] ... Ils ont les mains blanches,/ Les mains maquillées,/ Ils ont les mains blanches,/ Par l'or elles sont souillées./ Ça sent le tartuffe, l'avare, le gripp'sous/ Voilà c'qu'on appelle des mains de filou ! ... Extrait de «Ils ont les mains blanches», paroles de Montéhus (1872-1952, chansonnier français né Gaston Mardochée Brunswick), musique de Raoul Chantegrelet (1870-1945). Voici un entrecroisement intéressant des événements. D'un côté, la préparation du budget de la nation et de la sécurité sociale qui «ruisselle» à l'envers contre les travailleuses et travailleurs, quand une poignée de milliardaires ripaillent. Ils ne contribuent pas à hauteur de leurs moyens en impôts et cotisations sociales et quand on parle de toucher si peu que ce soit à leur immense patrimoine, ils se rebiffent, voire organisent coups tordus et coups d'État. Leur accointance à l'extrême-droite comme leurs crimes entrent dans la défense de leurs privilèges. De l'autre une déflagration supplémentaire dans un processus de délitement démocratique, de pourrissement qui vient de loin et pour la première fois depuis le début de la Vème République, un ancien président déjà coupable de nombreux délits, est condamné à la prison pour association de malfaiteurs avec quelques ex-ministres et membres influents et n'oublions pas la cheffe du RN condamnée le 31/03/2025 pour détournement de fonds publics. Celui qui voulait nous «débarrasser de la racaille» selon ses propos méprisants, conteste maintenant des décisions de justice qui le concerne, après avoir été de par ses fonctions, garant de l'indépendance de la justice. La démocratie Française s'embourbe ainsi dans une combinaison d'affaires politico-judiciaires, de mépris du suffrage exprimé et des engagements électoraux, pour servir les puissants. La démagogie des fachos prospère, qualifiant les élus «Tous pourris». Les grands médias bien conseillés par l'ordre du capital, expliquent qu'il y aurait un problème avec la justice, entre les juges et la politique. En vérité il y a bien un problème mais il est autre, c'est celui qu'ont de hauts responsables politiques avec le code pénal et l'ensemble du droit national et international. Ce sont les normes combattues par les profiteurs, afin d'imposer au monde leur ordre immonde. Aux U.S.A, Trump sonne la charge, après avoir attaqué les juges, il les limoge s'ils ne lui plaisent pas, puis les remplace pour bâtir une justice aux ordres. Le pire prospère, les monstres sont là. Démocrates et républicains doivent les combattre. Les truands du patronat et de la finance mondialisée, méprisent les humains et la nature pour préserver leurs privilèges dans le système qui transforme ces prédateurs et serviteurs en truands de haut vol, au détriment de l'humanité. Le chemin d'une humanité heureuse passe par l'éradication du capitalisme destructeur. Tots amasses qu'y arribaram (Tous ensemble nous y arriverons) ■

Roger La Mougne

